



Rapport d'activité Enda Europe 2010



Des acteurs plus autonomes, des récoltes plus durables

Sommaire

Le mot du président.....	3
I - Aspects quantitatifs de la contribution d'Enda Europe à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire	4
II - Activités menées par Enda Europe en 2010	6
1. <i>Soutien aux expériences participatives innovantes</i>	6
Dans les pays du Sud	6
Au delà des frontières	10
2. <i>Développement de l'économie populaire</i>	12
Promouvoir la place des femmes dans les filières agro-alimentaires	12
Promouvoir la pratique de l'agriculture urbaine	13
Accompagner les acteurs locaux vers une gestion rationnelle, durable et concertée des ressources naturelles	15
Promouvoir des pratiques de gestion des déchets solides et liquides écologiques, génératrices de revenus et adaptées aux contextes locaux.....	16
3. <i>Développement du questionnement critique</i>	17
Programmes d'éducation au développement en Europe	17
Formations et prestations réalisées par Enda Europe	19
Interventions d'Enda Europe lors d'événements	19
Participation d'Enda Europe à des réseaux.....	20
Publications d'Enda Europe en 2010	21
III - Perspectives 2011	22

Le mot du président

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), adoptés par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2000, ont fêté en 2010 leur 10^{ème} anniversaire, 5 ans avant la date butoir à laquelle ils sont supposés se concrétiser.

Pour rappel, les OMD se déclinent en 8 objectifs :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim
2. Assurer l'éducation primaire pour tous
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
4. Réduire la mortalité infantile
5. Améliorer la santé maternelle
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
7. Préserver l'environnement
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Ces grands objectifs sont tous louables et importants, mais en regardant de plus près les leviers d'action qu'ils requièrent, la pertinence de certains objectifs est en partie contestable.

Ainsi concernant le dernier objectif, qui mentionne la nécessité de lutter contre la fracture numérique, on peut regretter que cette fracture numérique ne soit analysée qu'en termes d'équipement matériel et de connexion au réseau Internet. Ni la question de la formation aux usages des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), ni la question de la gestion des déchets électriques et électroniques résultant de l'augmentation du taux d'équipement en matériel TIC ne sont mentionnées.

Par ailleurs, il manque aux OMD une vision globale de l'égalité femmes-hommes. Si l'objectif 3 semble porter ce souci dans son intitulé, ses indicateurs de suivi ne tiennent compte que d'une partie de la réalité des injustices structurelles et systémiques dont pâtissent les femmes comparativement aux hommes, à savoir l'exclusion des systèmes éducatifs.

Il n'est par exemple pas mentionné, dans le cadre de l'objectif 1, que la majorité des petits paysans dans le monde qui sont à même de fournir des produits alimentaires accessibles aux plus pauvres, sont des femmes. Or, ces dernières ne sont pas

suffisamment « ciblées » par les politiques agricoles et rencontrent des problèmes importants d'accès à la terre et aux moyens techniques de production, de transformation ainsi qu'aux circuits de commercialisation.

Enda Europe dans le cadre de sa participation à la Commission Genre de Coordination SUD, a relayé une déclaration du réseau européen CONCORD de mars 2010 auprès des pouvoirs publics français. Cette déclaration visait à rappeler que tous les OMD sont interdépendants et que sans plan d'action concret sur l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, les autres OMD ne seront pas atteints. Elle interpellait les pouvoirs publics sur la nécessité d'avoir recours à « *une approche fondée sur les droits énoncés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et dans la Plate-forme d'action de Pékin et d'intégrer cette approche transversalement dans l'ensemble des OMD, en allant au delà des cibles et indicateurs actuellement retenus* ».

Dans le cadre de l'amélioration continue des pratiques d'Enda au niveau international, Enda Europe a mené en 2010 un processus d'évaluation prospective. Conduit de manière participative, avec l'équipe salariée et bénévole, et l'appui d'un consultant international, l'évaluation prospective a permis d'analyser l'action d'Enda Europe au cours des 5 dernières années sur le plan quantitatif et qualitatif, de produire une analyse partagée du contexte national et international dans lequel s'inscrit l'action d'Enda Europe, et de tracer les lignes de force et les priorités de l'action d'Enda Europe pour les 5 prochaines années.

Le présent rapport d'activités est donc structuré à la fois pour refléter la contribution d'Enda Europe à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire, et pour refléter la poursuite d'objectifs de changement social à plus long terme.

Jacques Pomonti
Président d'Enda Europe

I - Aspects quantitatifs de la contribution d'Enda Europe à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire

Objectifs et cibles	Contribution d'Enda Europe en 2010
<p>Objectif 1 Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim</p> <p>Cible 1. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour</p> <p>Cible 2. Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim</p>	<p>Dans le cadre du « <i>Diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concertée et durable des ressources naturelles en Casamance, Sénégal</i> », 73 rizicultrices et riziculteurs ont été formés à l'amélioration des techniques de production rizicole. Grâce aux digues de retenue des eaux de pluie réalisées dans des villages totalisant plus de 30 000 habitants, qui permettent de maintenir plus longtemps l'eau de pluie dans les surfaces cultivées, de recharger les nappes phréatiques, les conditions naturelles pour la sécurité alimentaire ont été améliorées.</p> <p>Le programme <i>Genre et économie, les femmes actrices du développement</i> (dit « <i>FSP genre</i> ») cofinancé par le Ministère français des Affaires Etrangères et auquel participe Enda Europe en tant que structure d'animation et de formation sur les aspects genre, réunit 7 ONG partenaires qui accompagnent 30 organisations populaires qui regroupent environ 13 000 femmes. Cependant on ne peut chiffrer encore combien de femmes auront une réelle augmentation de revenu, de combien sera cette augmentation et combien souffraient éventuellement de la faim avant des interventions. Ces indicateurs sont en construction.</p>
<p>Objectif 2 Assurer l'éducation primaire pour tous</p> <p>Cible 3. D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires</p>	<p>Dans le cadre du <i>Programme d'Education Alternative</i> à Madagascar: pour l'intégration socio-économique des enfants et jeunes en précarité, en 2010, plus de 261 jeunes en situation de rue et déscolarisés ont bénéficié d'un accompagnement individualisé à Antananarivo et Mahajanga, et plus de 588 jeunes ont fréquenté les centres de jeunes.</p>
<p>Objectif 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</p> <p>Cible 4. Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard</p>	<p>Enda Europe n'a pas d'action spécifique sur ce sujet. Toutefois, le programme « <i>FSP genre</i> » incite à diminuer les inégalités de sexe dans l'éducation non formelle, notamment la formation technique pour la production et la transformation agroalimentaire, à augmenter l'autonomie de décision des femmes dans la famille, la communauté et le pays.</p> <p>Le <i>Programme d'Education Alternative</i> à Madagascar approfondit une réflexion autour de l'accueil des jeunes filles afin d'aboutir à des réponses concrètes et mieux les accompagner dans leur projet de vie, dont la scolarisation est un des axes majeurs. Seuls 27% des jeunes qui fréquentent les centres d'accueil d'Enda sont des filles.</p> <p>De manière transversale, Enda Océan Indien, appuyée par Enda Europe promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.</p> <p>Le projet « <i>Appui à la participation citoyenne des femmes issues de l'immigration</i> » vise à renforcer la visibilité des organisations féminines issues de l'immigration, aujourd'hui peu connues et prises en compte par les pouvoirs publics locaux et nationaux, et leurs capacités à construire des projets autonomes en France et dans leurs pays d'origine.</p>
<p>Objectif 4 Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans (...)</p>	<p>Enda Europe n'a pas d'action spécifique sur ce sujet.</p>
<p>Objectif 5 Améliorer la santé maternelle (...)</p>	
<p>Objectif 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres</p>	<p>Dans le cadre du programme de Promotion de l'Agriculture Urbaine pour l'amélioration de la nutrition des personnes infectées et affectées par le</p>

Objectifs et cibles	Contribution d'Enda Europe en 2010
<p>maladies Cible 7. D'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle (...)</p>	<p>Vih/Sida à Addis Abeba, Ethiopie, 288 ménages infectés et affectés par le Vih/Sida (dont 258 dirigés par des femmes) ainsi que 48 membres d'associations de personnes vivant avec le Vih/Sida ont été formés sur la nutrition et l'agriculture urbaine, et ont ainsi amélioré leurs pratiques alimentaires, leurs revenus et même leur état de santé.</p>
<p>Objectif 7 Assurer un environnement durable Cible 9. Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales</p> <p>Cible 10. Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre</p> <p>Cible 11. Réussir, d'ici à 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis</p>	<p>Dans le cadre du <i>projet d'appui à l'assainissement semi collectif dans 9 villes d'Afrique francophone</i> (Sénégal, Burkina Faso, Cameroun), 447 ménages ont déjà été raccordés à un réseau semi collectif d'assainissement des eaux usées.</p> <p>A Madagascar, en 2010:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 nouveaux quartiers soit 19 453 ménages (97 265 personnes) ont eu accès à un service de pré-collecte de déchets. - 69 maisons ont été construites avec accompagnement des familles dans l'épargne et le remboursement de leur crédit, et dans la régularisation foncière de leurs logements (soit 324 personnes) - 47 latrines familiales ont été construites à Antananarivo et Mahajanga - 42 bornes fontaines ont été construites et mises en accessibilité pour les personnes handicapées à Mahajanga et Antsiranana. <p>Au Mali, le projet eau et assainissement dans le village de Lakanguémou (Région de Kayes) a assuré l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base de 4500 habitants.</p>
<p>Objectif 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement (...)</p> <p>Cible 13. S'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés (...)</p> <p>(...)</p> <p>Cible 16. En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile</p> <p>(...)</p> <p>Cible 18. En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous</p>	<p>Le programme <i>FSP genre</i>, en soutenant les filières agro-alimentaires locales, s'attache à diminuer les importations des produits alimentaires des PMA d'Afrique de l'Ouest.</p> <p>A Madagascar, pour lutter contre l'exclusion sociale, scolaire et professionnelle des jeunes, le <i>programme d'éducation alternative</i> a mobilisé en 2010 de nouvelles entreprises pour accueillir les jeunes en stage. 40 jeunes leaders de quartier ont été formés. Enda a par ailleurs réfléchi à un projet permettant d'assurer durablement la formation, l'insertion sociale, et l'accès à l'emploi de jeunes en situation de marginalisation en créant un centre de formation et d'application aux métiers de l'hôtellerie, de la restauration et de la boulangerie.</p> <p>Le projet «<i>des claviers pour tous? Pas à n'importe quel prix! Vers une solidarité numérique responsable</i>» s'est attaché à sensibiliser le public européen via :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'organisation d'une table ronde à Bruxelles pour analyser la faisabilité, les conditions juridiques, institutionnelles et pratiques de développement d'initiatives économiques respectueuses des populations du Sud et de l'environnement, ▪ la publication d'un guide pratique pour le don responsable de matériel informatique d'occasion, ▪ la poursuite de la publication de la lettre d'information trimestrielle, ▪ la publication d'une bande dessinée «<i>De Paris à Dakar, des claviers et des souris pour tous</i>», ▪ et la présentation en France et en Belgique d'une l'exposition pédagogique.

II - Activités menées par Enda Europe en 2010

1. Soutien aux expériences participatives innovantes

"Soutenir les expériences participatives innovantes promues par des entités Enda au Sud, qui poussent toutes les catégories d'acteurs, et particulièrement celles qui aujourd'hui sont exclues et sans voix, à contribuer à élaborer les politiques, contribuant ainsi à ré-équilibrer les rapports de force. "

[extraits de la plateforme stratégique d'Enda Europe, 2010]

Dans les pays du Sud

A Madagascar

En 2010, Enda Europe a continué à appuyer les actions menées à Antananarivo et Mahajanga par Enda Océan Indien et ses partenaires locaux à Madagascar, en s'investissant avec les groupes de base, à partir de leurs expériences et en fonction de leurs objectifs, dans la recherche et la mise en œuvre d'un développement alternatif:

Le projet Habitat

Lancé en 2000, il a pour objectif d'améliorer la qualité de vie des familles en situation difficile par l'accès à un habitat décent, en mobilisant les ressources des familles à travers un système d'épargne et de crédit et en accompagnant les familles dans la régulation de leurs problèmes fonciers administratifs ou techniques.

Depuis son lancement, le projet couvre 55 quartiers d'Antananarivo et dans la commune de Bemasoandro.

En 2010 :

- 86 nouvelles familles ont intégré le projet
- 69 maisons ont été construites
- 365 ménages étaient suivis
- 90% des familles sont à jour dans leur remboursement
- 100 % des familles ont résolu leurs problèmes fonciers

En 2010, Enda a continué à obtenir une reconnaissance auprès des dirigeants pour influencer la définition des politiques publiques et démontrer que des solutions existent pour améliorer les conditions de vie des populations démunies (habitat à faible coût, financement par le crédit, besoin d'un cadre réglementaire adapté). Actuellement, la commune d'Antananarivo autorise le projet puisque qu'il lui permet de se doter d'un outil pour l'aménagement de la ville et qu'il permet aux familles d'investir de façon sûre. Dans ce cadre, Enda s'est rapproché en 2010 de la Direction du Patrimoine et du Développement Urbain (DPDU) responsable de la délivrance des permis de construire au sein de la Commune Urbaine d'Antananarivo. La DPDU a proposé à Enda de faciliter les procédures pour l'obtention de permis de construire même si les constructions ne respectent pas les normes en vigueur. Ainsi en novembre, 44 dossiers de demande de permis de construire ont été envoyés. Pouvoir présenter ces demandes atteste d'une forte progression de la reconnaissance du projet par la Commune.

En plus d'un plaidoyer porté par Enda OI, il est envisagé depuis 2010 d'appuyer les bénéficiaires à se regrouper pour faire valoir leur droit à un logement décent dans leurs quartiers. Les chefs de quartiers pourraient être associés à cette initiative pour influencer les autorités municipales dans la définition des normes de constructions et d'une réforme foncière en milieu urbain.

Le projet d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement

Enda OI a débuté cette action de construction de latrines familiales et publiques en 2007 à Antananarivo, et en 2010 à Mahajanga, avec la même stratégie que le projet habitat (actions de sensibilisation et de communication, projets montés en réponse aux demandes des familles, système d'accompagnement à l'épargne/crédit, système d'accompagnement social, accompagnements juridiques et techniques)

En 2010:

- 38 latrines familiales ont été construites
- 55 groupements de familles, soit 173 familles et 855 personnes ont eu accès à des latrines saines
- 42 bornes fontaines ont été réhabilitées et/ou construites par Handicap International en partenariat avec Enda

Actuellement, il n'existe pas de réseau collectif d'assainissement à Antananarivo, en 2010 Enda s'est donc attachée à :

- expérimenter une nouvelle méthode d'intervention, afin de proposer aux bénéficiaires une «gamme» de latrines, avec différents types de superstructures (briques, bois...), chacune ayant un prix et un niveau de subvention différent.
- expérimenter des solutions d'assainissement adaptées au contexte d'Antananarivo et particulièrement des quartiers de la ville basse. Une étude a donc été réalisée pour agir sur toute la filière de l'assainissement liquide, c'est-à-dire sur l'accès (latrines, évier, etc.), l'évacuation (réseau, vidange) et le traitement/valorisation (boues et eaux usées).

Le projet de pré-collecte de déchets dans les quartiers (Adqua)

Ce projet mis en place en 2005 a pour objectif d'assainir de façon durable les quartiers défavorisés d'Antananarivo et, depuis le début de l'année 2008 de Mahajanga (Nord Est de Madagascar), en accompagnant la mise en place et la gestion de systèmes de gestion autonomes de collecte des déchets ménagers.

En 2010:

- 38 comités de gestion sont opérationnels et assurent la pré-collecte des déchets quotidiennement dans 38 quartiers d'Antananarivo (sur 192 au total)
- 16 nouveaux quartiers soit 19 453 ménages (97 265 personnes) ont bénéficié d'un service de pré-collecte de déchets.



Sensibilisation à Mahajanga: danses folkloriques et sketches pour le lancement d'un nouveau comité de quartier

- Enda a renforcé la Plate Forme des Comités de Collecte de déchets (créée en août 2009) qui joue un rôle pivot dans la relation entre les comités et les autorités. Elle constitue une structure locale de relais et de partage d'expérience entre les membres des comités et permet de donner force aux comités et d'obtenir une représentativité influente auprès des institutions régionales. Il s'agit de construire une structure autonome responsable du suivi des comités autonomes et du plaidoyer auprès de la commune, dans le but que la pré collecte soit prise en charge par les autorités communales.

- Enda OI a répondu à un appel d'offres pour apporter son appui technique à la commune urbaine de Nosy Be (Nord Ouest de Madagascar) dans la mise en œuvre d'un système de pré collecte des déchets.

- Dans le cadre d'un financement de l'Union Européenne et en partenariat avec Enda Europe, Enda Colombie, Enda Ethiopie et Enda Vietnam, il est envisagé de permettre aux collecteurs employés par des comités ADQua et aux gardes bacs de la SAMVA d'accéder à une protection sociale et d'augmenter leur revenu par des activités de valorisation des déchets productrices de ressources financières.

Le Programme d'éducation alternative

Ce programme est mis en place par Enda depuis 2004 à Antananarivo et depuis 2009 à Mahajanga car il existe très peu de projets et de structures adaptés aux spécificités des adolescents en difficulté à Madagascar. Enda aide à concrétiser le projet de vie ou d'insertion du jeune qui peut être scolaire, social ou professionnel en répondant à leurs besoins de base, en assurant leur santé, leur hygiène et leur sécurité, en renforçant leurs sentiments d'identité sociale et familiale et en améliorant leurs repères spatio-temporels afin qu'ils se réinscrivent dans une perspective d'apprentissage et de formation, en dispensant tant des activités socio-éducatives que socioculturelles.

En 2010:

- 261 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé, dont 107 jeunes des rues et 154 jeunes déscolarisés en situation difficile.

- Le PEA a élargi ses partenaires au niveau de l'insertion professionnelle des jeunes d'une part, et au niveau pédagogique d'autre part. Pour l'insertion professionnelle des jeunes, de nouvelles entreprises ont accueilli les jeunes de la formation professionnelle en stage, entre autres le garage de la gendarmerie sis à Andrefan'Ambohijanahary. En ce qui concerne la pédagogie, des efforts particuliers ont été faits vers les activités socioculturelles.

- Le *Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT)* appuyé par Enda Tiers Monde est suivi par Enda OI depuis 2006. Le mouvement a pour objectif principal de lutter contre toute forme de trafic d'enfant, dont principalement le travail des enfants, et de concrétiser les douze droits des enfants. Les enfants visés ici sont ceux qui vivent dans des conditions très difficiles qui les obligent à travailler pour survivre. A Madagascar, l'association est composée de 14 groupements de base dont 2 nouveaux en 2010. Les activités sont axées sur la sensibilisation et l'alphabétisation. En 2009, l'*Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT)* Madagascar a été déstabilisée par la crise nationale, mais les activités ont bien repris en 2010. Par ailleurs, AEJT Madagascar a participé au MAEJT qui s'était tenu en Ethiopie du 26 août au 6 septembre 2010.



Le PEA c'est aussi des animations socio-culturelles variées. Ici, apprentissage des arts du cirque

Le Comité de formation des animateurs éducateurs (CFAE)

Le CFAE est une structure créée en 1997, qui répond à une demande de formation des professionnels du travail social et d'acteurs de développement, travaillant auprès des populations défavorisées de Madagascar. Le comité est composé de 10 associations et ONG, toutes agissant dans le domaine socio-éducatif. La formation des animateurs-éducateurs dispensée au sein du CFAE est sanctionnée par un certificat délivré par le CFAE et le Ministère de la Population et des Affaires Sociales. A défaut d'avoir réussi aux évaluations, le candidat reçoit une attestation délivrée par le CFAE. Pour les autres formations, une attestation est délivrée à l'apprenant.

En 2010, quatre types de formations ont été dispensées au sein du CFAE (Formation des animateurs-éducateurs, formation des leaders de quartier, formation d'animateurs-éducateurs en théâtre et formation de leaders de quartier en théâtre) et trois ateliers pédagogiques (s'adressant à tous les animateurs-éducateurs diplômés du CFAE) ont été organisés. Au total, 155 acteurs sociaux de développement issus de 58 organismes ont pu bénéficier des différentes formations et des séances d'échange organisés par le CFAE.

Le projet de lutte contre la violence conjugale

Le projet est entré dans sa deuxième phase en 2010. Par rapport à la première phase qui consistait surtout à mettre en place les bases du travail, les activités se sont développées et diversifiées. Les actions menées jusque là ont été renforcées et d'autres axes ont été ajoutés:

- créer un centre de ressources autour de la violence conjugale;
- créer un accompagnement psycho-social et économique à travers un fonds de microcrédit et des formations aux activités génératrices de revenus (Anaé et Déméter) ;

La réalisation de certaines activités comme la mise en place d'un suivi psycho-social et une partie des activités de sensibilisation a été décalée du fait du référendum et des perspectives des élections municipales. Quelques difficultés ont été rencontrées lors de l'identification des associations ayant des programmes d'aide aux femmes victimes de violence. En effet, il n'a pas été facile de déterminer une présence réelle et des activités concrètes de terrain faites par ces associations. Par ailleurs, l'engagement des partenaires dans l'accompagnement des femmes est la réponse à leur demande sur des études de cas, en espérant qu'ils arriveront à structurer un axe sur la violence conjugale. La stratégie du travail en réseau est adaptée au contexte local et confirmée par la demande des membres. Mais elle rend la coordination assez complexe car elle exige une certaine capacité à gérer les membres du réseau ainsi que leurs activités.

Ci-dessous les activités mises en place en 2010:

a) coordonner les acteurs et relais de terrain.

Un réseau regroupant les acteurs concernés a été créé en 2008 avec pour objectif mieux répondre aux besoins des femmes victimes de la violence conjugale et de coordonner les activités des membres dans ce domaine. 23 associations ont intégré le réseau, 50 répertoires ont été édités et diffusés dans les médias et auprès des partenaires. Des partenariats et collaborations institutionnelles ont été concrétisés. Le projet a entamé la formation au niveau de la Police et de la Gendarmerie. Des informations et actions de plaidoyer auprès des institutions ont eu lieu, dont la formation des membres du Ministère de la Justice et du tribunal. 140 femmes victimes sont prises en charge par au moins un des membres du réseau.

b) renforcer et accompagner les programmes existants venant en aide aux femmes victimes de violence:

Auprès des intervenants sociaux, un système de formation initiale suivie d'une formation continue marquée par les études de cas a été mis en place.

Auprès de la Police et de la Gendarmerie, le système de renforcement et d'accompagnement comprend une formation de formateurs, un programme de sensibilisation de différentes cibles au sein du corps de la Police et une intégration d'un module de prévention contre la violence conjugale dans la formation officielle des futurs officiers et commissaires de Police.

Auprès des femmes victimes, un guide pratique élaboré par le Ministère de la Justice leur indique les procédures de divorce et de séparation. Par ailleurs, certains thèmes des animations radio faites par le projet les orientent vers les personnes ressources adéquates.

Une étude intitulée « *Les relations familiales au cœur du lien social. Normes, transgressions, violences et émancipation dans les parcours de vie féminins à Antananarivo* » a été réalisée, afin d'être partagée dans l'équipe d'Enda, et avec les partenaires. Elle nourrira la réflexion sur les interventions et sur les messages diffusés. Elle a été présentée lors d'une conférence organisée avec *l'Institut de Recherche pour le Développement* à Madagascar.

102 futurs officiers et commissaires de police dont 23 vont être des formateurs ;
28 intervenants sociaux (formation initiale) ;
11 partenaires appuyés dans la pratique (étude de cas, suivi de cas, intervention ciblée)
27 membres du Ministère de la Justice et du tribunal
32 acteurs sociaux.

c) sensibiliser la société malgache autour de la violence conjugale et susciter un changement de comportement au niveau des ménages:

4 activités de sensibilisation et de plaidoyer ;
10 articles couvrant les activités de sensibilisation ;
17 articles de presse concernant la violence à l'égard des femmes et la violence conjugale ;
41 programmes radio : émissions spéciales autour de la violence conjugale.

A partir de l'expérience acquise sur l'année scolaire 2009 - 2010, la formation à destination des lycéens a été renforcée. 5 modules de deux heures sont donnés aux classes de première et terminale couvrant la sexualité et le corps, la communication interpersonnelle, l'approche genre, la violence conjugale, le recours contre la violence.

Il s'agit d'une intervention innovante, dans un domaine où les représentations sont fortes. Il a été nécessaire de former les animateurs chargés de déployer les formations dans les lycées. La formation a été dispensée auprès de 15 animateurs. Des clubs ont été créés dans chaque lycée où les formations ont été déployées. Le déploiement des animations dans les lycées a commencé en octobre 2010 dans 7 lycées, soit auprès de 5000 lycéens.

d) vulgariser les droits des femmes et renforcer le cadre juridique pour une plus grande protection des femmes

Une commission justice a été mise en place, dont l'existence a été concrétisée pour un décret, avec l'appui et des rencontres avec le Ministère de la Justice. Des outils de sensibilisation et d'orientation ont été diffusés par ce dernier. Il s'agit d'un mémento incluant un guide d'orientation sur les procédures de divorce et de séparation. Une étude juridique a été lancée pour approfondir les textes et lois existant sur le statut des

femmes et la violence conjugale. Les résultats de l'étude devront susciter une réflexion en vue de proposer des actions protégeant davantage les femmes.

Au Mali

Le projet Eau et Assainissement à Lakanguémou associe Enda Mali chargé de l'accompagnement social, Eau de Paris et le SIAAP (Syndicat Interdépartemental d'Assainissement de l'Agglomération Parisienne) chargé des volets techniques de mise en place de l'adduction d'eau et des infrastructures d'assainissement, l'association des ressortissants l'APPEL dans l'appui à la mobilisation sociale localement et Enda Europe chargée du suivi administratif, financier et de la coordination entre les partenaires du projet. Ce projet commencé en 2008 et s'achevant fin 2010 a débouché sur des réalisations :

- Construction d'un château d'eau et formation d'un comité de gestion de l'eau opérationnel (Eau de Paris)
- Accès à l'assainissement par la construction de plus de 300 puits dans le centre du village (SIAAP)
- Volet maraîchage : formation aux techniques de production agricole, à la gestion associative et financière auprès de 4 associations de femmes maraîchères (Enda Mali)
- Sensibilisation à l'hygiène et à la santé auprès des acteurs locaux (Enda Mali)

Les maladies d'origine hydrique ont chuté de plus de 30% au niveau du village. La qualité et la quantité de la production maraîchère a nettement été améliorée (amorce de commercialisation de la production au-delà de l'auto-consommation). Le comité de gestion d'eau et d'assainissement s'est rajeuni durant les 6 premiers mois du projet et a assumé, en plus de son rôle dans la gestion des infrastructures d'eau et d'assainissement, une fonction de médiation entre les différents groupes sociaux (associations de femmes maraîchères, notables du village, élus communaux...) et d'animation sur les thèmes de l'assainissement, de la santé à travers la radio locale à Lakanguémou et dans les autres villages de la Commune.



Peu de temps avant de finaliser ce rapport d'activités, nous apprenions une bien triste nouvelle : la disparition de Bernard Porque, ancien ingénieur de la société Eau de Paris, fondateur de l'association Eau Lambda.

Ces dernières années, il avait mobilisé de nombreux acteurs (associations de ressortissants maliens, coopération décentralisée...) et avait directement contribué à la réalisation de 11 réseaux d'adduction d'eau potable sur les 30 que compte actuellement le Cercle de Yélimané, dans la région de Kayes au Mali. Ce sont donc plus de 30 000 villageois et villageoises qui lui doivent un accès à une eau de boisson saine.

Au delà des frontières

Diasporas pour le Développement (DIAPODE)

Lancé en 2008, Diapode est un projet multi-pays (Sénégal, Mali, Maroc, Vietnam, République Dominicaine, Madagascar) coordonné par Enda Europe. Il a pour objectif principal d'appuyer au Nord et au Sud la mobilisation des organisations de diasporas en faveur du développement de leurs pays d'origine, en renforçant la reconnaissance et les partenariats avec les acteurs « classiques » de la coopération internationale.

Les organisations de migrants jouent de fait un rôle dans le développement des pays du Sud et l'activation des solidarités internationales et régionales, par le transfert de fonds (qui représentent près de 4 fois les volumes de l'Aide Publique au Développement), les transferts de compétences et les solidarités entre les territoires du Nord et du Sud. Elles n'en restent pas moins largement absentes des réseaux de mobilisation des sociétés civiles et des lieux d'élaboration des politiques publiques au niveau local comme national.

En 2010, plusieurs actions ont été menées par Enda en appui aux diasporas en vue de leur pleine inclusion dans ces espaces.

Au niveau local :

- Enda Maghreb a organisé deux ateliers régionaux dans les Villes-oasis de Figuig (Est du Maroc) et de Guelmim (Sud du Maroc) rassemblant les associations locales, les représentants des Communes localement et en France, les organisations internationales et des représentants des organisations des diasporas autour du thème « Elaboration d'une Stratégie Régionale et Nationale d'Education au Développement Durable et à l'Environnement. » Un document de capitalisation a ensuite été produit et diffusé auprès du Ministère de l'Environnement, du Ministère des Marocains Résidant à l'Etranger afin de favoriser la prise en compte de l'ensemble de ces acteurs et des recommandations issues de ce travail commun.
- Enda Mali a accompagné en 2010 une association de jeunes migrants maliens résidant en agglomération parisienne dans la construction et la mise en œuvre d'un projet d'assainissement. Au-delà de l'impact du projet en tant que tel sur le cadre des vies des populations, l'enjeu était surtout d'initier de nouveaux modes de partenariats et de nouvelles méthodes de travail entre collectivités du nord et du sud, organisations de jeunes d'ici et de là-bas en mettant ces derniers en capacité de devenir de véritables interlocuteurs auprès des pouvoirs publics locaux en France et au Mali. A l'issue de cette expérience l'organisation de jeunes migrants a obtenu le soutien de la Ville de Paris et a joué un rôle moteur dans la mise en place d'un comité de pilotage du projet réunissant l'ensemble des acteurs locaux.

Au niveau national :

- un atelier de restitution et de capitalisation des enseignements de Diapode s'est tenu à Bamako lors de la seconde réunion de la commission thématique « migrations diasporas et développement » du cadre de Concertation National rassemblant le Ministère des Maliens de l'Extérieur, le CIGEM (Centre d'Informations et de Gestion des Migrations), la Cellule technique du Co-développement. Le thème proposé par Enda Mali et retenu pour cette commission thématique a été « *La participation des nouvelles générations de migrants maliens au développement : Quels défis pour quelles politiques et pour quels dispositifs ?* » Il s'agissait de capitaliser les enseignements des activités menées en direction des associations de jeunes migrants pour nourrir la réflexion des décideurs et l'élaboration de politiques publiques en direction de ces publics.

Les premiers résultats de l'évaluation externe en cours de DIAPODE ont montré qu'Enda dans les différents pays est devenue un interlocuteur à part entière auprès des migrants et auprès des institutions sur la thématique « migrations et développement », en particulier auprès des gouvernements des pays du Sud. L'évaluation a aussi été l'occasion pour les entités Enda de formuler leurs recommandations pour la suite du projet. Tous se sont dits favorables à la poursuite de programmes communs mais autour d'actions plus spécifiques et adaptées aux contextes des différents pays et en favorisant d'avantage les échanges Sud-sud.

Appui à la participation citoyenne des femmes issues de l'immigration en Ile de France

Initié en 2010, ce projet soutenu par la Région Ile de France part du constat que les organisations de femmes restent quasiment absentes des réseaux associatifs impliqués dans le co-développement (au sens de participation des migrants au développement des pays d'origine) et aussi des espaces publics en France. Elles composent pourtant une part croissante des populations migrantes (plus de la moitié) avec la féminisation de la migration. Ce projet de 2 ans a donc pour objectif de :

- Soutenir les femmes issues de diverses immigrations dans l'appropriation et la diffusion de leurs mémoires individuelles et collectives.
- Appuyer leur organisation associative afin de leur donner les moyens de contribuer activement à l'élaboration des politiques publiques régionales.
- Donner une meilleure visibilité des associations de femmes issues de l'immigration notamment vers les collectivités françaises.
- Appuyer la dynamique d'actions de ces associations.

Le projet vise à soutenir 10 associations de femmes originaires de différents pays, toutes générations confondues. Ce projet doit renforcer l'organisation et la mise en réseau de ces organisations féminines afin de pouvoir intervenir dans l'évaluation et l'élaboration des politiques publiques municipales et régionales à Montreuil, dans le département de l'Essonne et à Paris.

2. Développement de l'économie populaire

"Faire connaître et reconnaître, au Nord comme au Sud, mais aussi, fortifier les pratiques d'économie « populaire », ou d'économie « sociale et solidaire », démontrant leur utilité sociétale, inspirant et organisant la redistribution des richesses, stoppant l'obsolescence des biens, respectueuses à la fois de l'environnement et des travailleurs/ses qui sont également des acteurs et actrices de changement social et politique".

[extraits de la plateforme stratégique d'Enda Europe, 2010]

Promouvoir la place des femmes dans les filières agro-alimentaires

Dans le cadre du FSP genre cofinancé par le *Ministère français des Affaires Etrangères*, Enda Europe pilote le Consortium Tchiwara, composé des ONG Afrique Verte (Burkina Faso, Mali, Niger), Asfodevh (Burkina Faso, Mali, Niger, Bénin, Togo), AVSF (Sénégal, Togo), Enda Pronat (Sénégal), Gret (Burkina Faso), et Tech Dev (Burkina Faso.)

Les ONG membres ont adopté une stratégie commune d'introduction de la perspective de genre par la recherche-action participative, qui soutient et renforce leur stratégie individuelle de renforcement des capacités (notamment techniques), sous l'impulsion du chef de file. Cette stratégie commune se décline ainsi:

- **renforcer la formation des intervenant-es et responsables de projets**, qu'ils ou elles agissent dans le domaine technique ou le suivi social, en leur transférant notamment et progressivement des outils d'analyse et de suivi.
- **Produire des informations genrées sur les activités et les changements**, dans un processus de recherche action participative qui implique les bénéficiaires, et qui permettent d'identifier des difficultés et aussi des succès...
- les appuyer dans ce processus en offrant **un système de consultation à distance interactif** de la part d'une ou plusieurs expertes genre, intégrées dans le pôle genre du FSP, en particulier un mi-temps d'une personne située au sein d'Enda Europe.
- **organiser des activités communes**, entre membres du consortium et actrices (bénéficiaires), qui les renforcent sur des questions stratégiques, notamment le plaidoyer, **au moyen d'outils collaboratifs**, notamment un "wiki" **faciliter la mise en réseau locale**, en donnant des contacts, des informations sur les organisations et experts et expertes genres dans les différents pays, en lien avec le pôle genre du FSP

En 2010 Enda Europe a piloté des pré-diagnostic, organisé la première formation commune à Ouagadougou pour transférer les outils de base (cartographie sociale de la division des tâches et des territoires, budgets temps, tableau d'accès et de contrôle des ressources). A été créé un outil de suivi et de capitalisation (wiki), et ont été menées des enquêtes individuelles et des ateliers de réflexion sur les changements survenus dans la vie professionnelle et personnelle des femmes à l'occasion du renforcement de leurs activités économiques. Un soutien a été donné à la participation des femmes des coopératives et unités de production à la FIARA et au SIAO, des échanges sont programmés sur la transformation du sésame et l'amélioration des emballages. Ils se réaliseront en 2011.

Aspects essentiels des apprentissages en 2010

- **Les femmes paysannes ont un triple ou quadruple rôle**: elles travaillent sur leurs propres productions et sur le champ familial, elles développent des activités domestiques et animent leurs organisations. Elles réalisent des journées de 4h du matin à 11h du soir. Le mari gère le plus souvent l'argent fruit de la vente des produits de l'exploitation familiale sur le marché. Certaines femmes ignorent combien rapporte cette vente. Les femmes aspirent à gérer leur propre argent. Certains maris se désengagent. Un certain nombre de femmes sont seules chefs de famille.
- Les femmes aspirent non à des activités de survie, mais à un **travail professionnalisé, voire à « plein temps », pour la plupart.**
- Mais c'est surtout l'appartenance à un groupe,



Travail en groupe lors de l'atelier organisé à l'occasion du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO)

qui donne une reconnaissance, une vision élargie, une autonomie. Les femmes apprennent énormément dans les groupements, les organisations, les unions, les fédérations, si elles sont soutenues. **L'appartenance à des groupements** rend plus facile le fait de demander des terres, de faire des projets, de justifier des déplacements, quand les femmes le font au sein ou au nom d'une organisation, que si elles sont seules.

Des thèmes émergent en marge du travail rémunéré :

- **La scolarisation des filles, l'alphabétisation des femmes** : fort impact sur leur vie, mais aussi celle des organisations.
- **La mobilité** : les femmes adultes ou âgées peuvent sortir, mais les jeunes filles ou jeunes femmes restent très contrôlées par leur famille ou leur mari.
- **L'état civil, le droit de la famille** : beaucoup de femmes ont besoin de connaître leurs droits, des formations sont données en ce sens. La question des mariages précoces ou arrangés est également posée. **La polygamie est discutée dans sa dimension économique** : elle diminue les apports des pères par enfant, puisqu'il faut partager les mêmes ressources, elle oblige les femmes à être autonomes, mais diminue surtout l'effort des hommes, et retarde les transmissions de terres agricoles car les hommes argumentent qu'ils ont encore des petits à nourrir alors que leurs aînés ont l'âge d'accéder à la terre.

Accès/contrôle des ressources :

- **L'accès à la terre**, en lien avec la participation politique des femmes dans les conseils ruraux.
- **L'accès au crédit, aux outils, le contrôle sur les machines, la maintenance**. La question de savoir si la **formation technique** garantit le contrôle des instruments, outils, machines sera discutée début 2011.
- **L'accès aux matières premières** : projet karité : l'accès aux amandes, ressource traditionnelle des femmes, n'est pas toujours garanti par les hommes qui sont propriétaires de la terre et des arbres, les femmes pouvant récolter les fruits. Il y a des transactions F/H au sein de la famille, dans les familles rurales et des politiques publiques qui interfèrent. Les femmes font des campagnes pour la préservation des arbres menacés par des politiques de déboisement ou par d'autres usages décidés par les hommes.

L'approche genre est comprise comme une possibilité de négociation avec les hommes, dans la famille, l'activité économique et les institutions. Des avancées ont été notées au sein de la famille sur la baisse du prix d'achat des matières premières par les femmes auprès de leurs maris (Afrique Verte) ou dans les organisations mixtes dans l'accès aux formations techniques spécialisées (Enda Pronat). Ne pas changer trop vite, pas de ruptures trop brusques qui signifient un risque d'exclusion sociale pour les femmes seules ou séparées, tel est le souhait exprimé par les femmes.

Tordre le cou aux Activités Génératrices de Revenus (dites « AGR »), comme on le fait pour le « travail d'appoint » :

Les AGR aidées par les projets de développement sont souvent à temps partiel et sous-payées. Les femmes recherchent donc à augmenter leurs revenus de plusieurs façons :

- **En diversifiant leurs activités**, au risque éventuel de superposition de plusieurs activités ou de concurrence avec les activités productives familiales gérées par le mari
- **En augmentant la valeur ajoutée par la transformation**, par la **qualité** (notamment bio) pour un marché aux revenus plus élevés, urbain ou international, au risque de subir la concurrence de produits importés ou de produits conventionnels et au risque de sous-payer leur travail, voire d'incorporer une part de travail gratuit.
- **En améliorant la présentation, la commercialisation, la notoriété** de leurs produits, au prix d'un grand effort, tant dans le suivi des formations, que pour la conquête de nouveaux marchés.

Il convient d'analyser la contribution des femmes tout au long des filières agroalimentaires "*de la fourche à la fourchette*", au niveau de l'économie locale, nationale, internationale, notamment à l'échelle de l'Afrique de l'ouest. Cette question a été discutée lors d'une formation organisée par Enda durant le Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) en novembre 2010. Permettre aux femmes de mieux connaître et d'accéder au marché sous-régional grâce à une participation aux foires qui rayonnent sur l'Afrique de l'ouest, est un objectif partagé.

Promouvoir la pratique de l'agriculture urbaine

En Ethiopie, le *programme de promotion de l'agriculture urbaine comme moyen d'améliorer la nutrition pour les ménages pauvres d'Addis Abeba, en particulier les ménages infectés et affectés par le Vih/Sida*, cofinancé par la Commission Européenne et Cordaid, aura permis d'atteindre les résultats suivants :

- 10 femmes chefs de ménages formées à la conservation et la préparation des légumes par des experts nutritionnels du *Ethiopian Health and Nutrition Research Institute*.
- 6 maraîchers formateurs (dont 5 femmes) formés au leadership, à la mobilisation communautaire, au micro-business, à l'épargne/crédit et à la comptabilité de base.
- 9 personnes sélectionnées pour devenir des formateurs dans leurs communautés
- 5 formations pour 148 (dont 117 femmes) personnes organisées sur le maraîchage et le compostage des déchets organiques.
- 5 écoles - sites de démonstration, formées et équipées en matériel de compostage et de maraîchage.
- 5 "foires aux légumes" organisées.
- 1 conférence internationale sur l'agriculture urbaine organisée en juin 2010 en présence de 150 organisations de la société civile, de chercheurs, de ministères éthiopiens, d'autorités locales d'Addis Abeba, d'un député éthiopien et d'Enda Europe.
- 60 personnes dont 52 femmes ont participé à 3 journées de formation communautaire dans les quartiers.
- 21 personnes ont participé à des visites d'échanges dans 3 villes éthiopiennes où se pratique l'agriculture urbaine.
- 7 ménages (dont 3 dirigés par des femmes) formés aux tests de qualité et d'hygiène des produits laitiers, et 54 ménages ont été équipés en matériel de test
- 182 éducateurs pairs (dont 95 femmes) formés sur l'agriculture urbaine, la nutrition et le Vih/Sida. 106 éducateurs pairs ont organisé des formations pour 151 membres de leurs communautés.
- 288 ménages infectés et affectés par le Vih/Sida (dont 258 dirigés par des femmes) ainsi que 48 membres d'associations de PVVIH formés sur l'importance de la nutrition et l'agriculture urbaine.
- 2 poulaillers / centres de production maraîchère construits pour 2 associations de PVVIH.
- 3 associations de PVVIH ont bénéficié de matériel de maraîchage (semences, outils...)
- 277 personnes et 11 membres d'associations de PVVIH formés à la préparation des aliments et aux habitudes alimentaires saines.
- 104 ménages infectés et affectés par le Vih/Sida (dont 95 dirigés par des femmes) formés à l'entreprenariat de base et à l'élevage de moutons.
- 25 propriétaires et voisins ont assisté à une journée de sensibilisation sur le Vih/Sida et l'agriculture urbaine.
- 49 personnes (dont 26 femmes) ont participé à des formations sur la communication et la pédagogie.
- 1 atelier de lancement et 4 ateliers d'échanges d'expériences organisés avec les acteurs locaux.
- une émission de radio pendant 13 semaines sur le Vih/Sida et l'agriculture urbaine, 700 copies DVD d'un film en amharic sous-titré en anglais et en français, plusieurs centaines de manuels pratiques en amharic.

En termes d'impacts, une étude diagnostic a été réalisée en début de projet en 2006, sur l'état nutritionnel des ménages ciblés. Une évaluation à mi-parcours en 2009 a permis de réajuster certaines activités du projet, avec l'inclusion notamment des poulaillers et de l'élevage des moutons. Enfin, une évaluation finale a été menée en 2010 auprès d'un échantillon de 106 ménages sélectionnés au hasard. Les impacts suivants ont été constatés :

Leçons apprises de la pratique et de l'évaluation externe participative du programme conduite en 2010 par Mohammed Reshid, Tenna Shiterek and Ankets Petros

- L'appui aux groupes de base nécessite une approche la plus complète possible pour de meilleurs impacts.
- Il est essentiel d'intégrer l'agriculture urbaine avec d'autres AGR, voire de créer des liens avec des institutions de micro-finance.
- Les personnes vivant avec le Vih/Sida (PVVIH) sont disposées à s'investir dans des AGR mais les autorités locales doivent faciliter l'accès aux terrains.
- Le renforcement des capacités pour les activités collectives (leadership, gestion financière, AGR, communication, etc...) est essentiel.
- Les acteurs de base doivent davantage travailler ensemble de façon pro-active pour intensifier les activités d'agriculture urbaine.
- Les formations sur l'agriculture urbaine ne devraient pas être dispensées uniquement aux PVVIH mais également à leur entourage.
- L'utilisation d'eau recyclée et le recours à des techniques de conservation de l'eau soulagent le problème de manque d'eau.
- Il faudrait mener des activités de sensibilisation à l'agriculture urbaine pour la communauté élargie.
- L'élevage de moutons nécessite beaucoup d'efforts, que les PVVIH vivant seuls ont du mal à fournir.
- L'implication des départements ministériels aux différentes étapes du projet (planification, mise en œuvre, suivi-évaluation) apporte une valeur ajoutée au projet.

- Changements dans les habitudes alimentaires
 - De 0%, la proportion de personnes consommant des légumes est passée à 79%
 - La majorité des personnes ayant répondu à l'enquête consomment au moins une poignée de légumes par jour.

- Impact sur la santé
 - Les PVVIH ont amélioré leur taux de CD4. Au début du projet, 87,9% des enquêtés avaient un taux de CD4 inférieur à 200 mais à la fin du projet, 81,7% étaient sortis de la zone sensible, avec un taux de CD4 supérieur à 350.
- Amélioration des revenus des ménages:
 - Le projet s'était fixé comme objectif que chaque bénéficiaire gagne 55 birrs éthiopiens par cycle de production (soit 0,8 euros). Mais d'après l'un des focus groups, certains bénéficiaires gagnent 100 birrs par semaine (soit 5,8 euros). En fait, 75% des personnes interrogées ne connaissent pas leurs revenus hebdomadaires ou mensuels. Le reste estime gagner entre 10 et 50 birrs par mois de l'agriculture urbaine (soit entre 0,5 et 0,8 euros).
- Promotion de la pratique de l'agriculture urbaine
 - Au début du projet, 72% des hommes et 82% des femmes bénéficiaires du projet n'avaient jamais pratiqué l'agriculture urbaine.
 - En fin de projet, 88% des enquêtés disent s'être lancés dans l'agriculture urbaine à l'occasion du projet.

Accompagner les acteurs locaux vers une gestion rationnelle, durable et concertée des ressources naturelles

Le projet mené par Enda Europe et l'équipe Enda Acas basée au Sénégal « Diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concertée et durable des ressources naturelles en Casamance », clôturé en juin 2010, a été cofinancé principalement par la Commission Européenne, par l'Agence de l'Eau Seine Normandie, par l'association CDC Tiers Monde et par le comité de jumelage Yzeure-Kafountine. Depuis son démarrage début 2007, les réalisations suivantes sont à son actif :

Type d'action	Réalisations	Nombre de bénéficiaires
1) Infrastructures		
Digue pour empêcher l'avancée de l'eau salée dans les rizières	1	3 599
Digue-piste	1	11 306
Digue de retenue des eaux de pluie avec ouvrage évacuateur	16	26 163
Pépinières de reboisement équipées de puits	2	7 100
Puits	6	6 456
Mini-forages	12	7 711
Citernes de récupération des eaux de pluie	5	2 051
Latrines familiales et de quartier	20	4 972
2) Accompagnement social		
Campagne IEC sur les latrines	2	643
Formation de relais sanitaires	3	87 directs + 1000 indirects
Séances d'IEC en santé de base	40	1 772
Séances d'IEC en gestion des ressources naturelles	40	1 220
Formation des comités de gestion et de santé pour les miniforages	4	50
Formation des comités de gestion et de santé pour les citernes	1	30
Formation des comités de gestion des aménagements hydro-agricoles	4	65
Formation en management des organisations	2	35
4 ateliers villageois sur les PAOS	4	128
Formation aux techniques de production rizicole	2	73
Formation au compostage	2	21
Formation de relais paysans en lutte anti-érosion	4	85
Echanges inter villageois et inter frontaliers	3	200
3) Autres		
Plantations anacardières, de sisal, de manguiers et de vétiver	24 125 plants sur 16 hectares et 1960 mètres linéaires	plus de 4000

Sur le plan qualitatif, plusieurs milliers de villageois ont été sensibilisés à la protection de l'environnement, à la santé, à l'hygiène, et des centaines de villageois ont été formés à l'utilisation des techniques anti-érosives, à l'entretien des infrastructures, et à des pratiques agricoles permettant d'améliorer les rendements. Par ailleurs, une mission de deux ingénieurs bénévoles de l'association Aquassistance a permis de faire le point sur la qualité de l'eau dans les différentes options techniques expérimentées par Enda en Casamance.

Promouvoir des pratiques de gestion des déchets solides et liquides écologiques, génératrices de revenus et adaptées aux contextes locaux

Gestion Intégrée des Déchets en Afrique de l'Ouest (IWWA)

Le programme de recherche-action *Integrated Waste Management in Western Africa (Gestion Intégrée des Déchets en Afrique de l'Ouest)* en abrégé IWWA est une initiative de coordination et de soutien financée par la Commission Européenne sous le 7^{ème} Programme cadre, Thème 6: Environnement, y compris le changement climatique.

Le principal objectif d'IWWA est de promouvoir la mise en place d'un système intégré de gestion des déchets solides en Afrique de l'ouest en développant des politiques de gestion et des stratégies de mise en oeuvre appropriées pour une gestion intégrée des déchets solides au niveau national et régional tout en incluant les autorités, les décideurs publiques et autres parties prenantes dans le processus.

Ce projet permettra d'analyser la situation actuelle dans les pays cibles, identifier les principales lacunes et contraintes de tout type (c'est à dire technologiques, sociologiques, organisationnels, etc) et en sélectionnant les meilleures pratiques et les systèmes de gestion appropriés dans des pays européens ou non de l'OCDE. Selon les résultats obtenus, le projet fournira des outils de prise de décision pour les stratégies futures de mise en oeuvre de projets de gestion des déchets solides:

- Guide pour l'identification de systèmes de gestion intégrée des déchets adaptés à la situation régionale des pays cibles.
- Guide pour la mise en oeuvre de systèmes intégrés de gestion des déchets.
- Lignes directrices pour la mise en oeuvre de stratégies politiques dans la gestion intégrée de gestion des déchets solides.
- Recommandations pour le développement de plans d'action nationaux et régionaux dans chaque pays ciblé.

IWWA réunit des partenaires anglophones et francophones, africains et européens : Verein zur Förderung des Technologietransfers an der Hochschule Bremerhaven e. V. (TTZ). Allemagne, Bioazul S.L. (BIOAZUL). Espagne, Eidgenoessische Materialpruefungs -Und Forschungsanstalt (EMPA). Suisse, Sveriges Lantbruksuniversitet (SLU). Suède, Öko-Institut e.V.- Institut für angewandte Ökologie (OEKO). Allemagne, Fundación Gaiker (GAIKER). Espagne, Technische Universität Berlin (TUB). Germany, Enda Tiers Monde (ENDA). Sénégal, Regional Council of Matam (MATAM). Sénégal, Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU). Sénégal, Zoomlion Ghana Limited (ZOOM). Ghana, Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST). Ghana, Basel Convention Regional Coordinating Centre for Africa (BCRC). Nigéria, Environmental Law Research Institute (ELRI). Nigéria, University of Abobo Adjamé (UAA). Côte d'Ivoire, Centre for Environment and Development for the Arab Region and Europe (CEDARE). Egypte, Influential Inputs cc T/A Icando (ICANDO). Afrique du Sud, Centre for Environmental Impact Analysis (CEIA).Ghana.

Appui à l'assainissement semi collectif des quartiers défavorisés de 9 villes d'Afrique francophone

Enda Europe a poursuivi en 2010 l'appui à l'équipe Enda Rup, basée au Sénégal, pour la mise en oeuvre du projet démarré fin 2008 et cofinancé par le Ministère français des Affaires Etrangères et l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Les résultats atteints à ce jour sont :

- 447 ménages bénéficient de vidoirs dégraisseurs individuels, de décanteurs individuels et sont collectés au réseau. Ils ont contracté un crédit moyen de 300 euros par ménage ce qui fait un total de 105 821 euros. Les ménages ont à ce jour remboursé 35 845 euros. Les fonds remboursés servent à alimenter un fond rotatif qui permettra à d'autres ménages de bénéficier du réseau d'assainissement.
- 369 876 m³ de fouilles
- 12 678 582 ml de tuyaux PVC de diamètre 110 soit 14 réseaux



Ouvrage d'évacuation des eaux usées à Edéa, Cameroun.

- 471 regards de visite
- 25 fosses septiques
- 424 dégraisseurs exécutés et 166 en cours
- 424 décanteurs exécutés et 166 en cours
- 16 stations d'épuration
- 16 vidoirs publics
- 80 sièges turcs posés

3. Développement du questionnement critique

"Promouvoir dans le milieu de la coopération au développement le questionnement permanent sur le sens des actions entreprises, les concepts et les visions au nom desquelles elles sont conduites tout en veillant au développement des organisations sociales et des espaces de concertation."

[extraits de la plateforme stratégique d'Enda Europe, 2010]

Programmes d'éducation au développement en Europe

Euro Chantiers @ : créations de programmes d'éducation au développement

Ce programme cofinancé par la Commission Européenne, coordonné par l'association française Crystals et mis en œuvre par Enda Europe ainsi que 4 autres associations européennes et 4 associations ouest africaines, démarré en 2007, s'est achevé en 2010. En tout, 4 manuels pédagogiques ont été produits, incluant des outils comme une exposition photo « le développement dans tous ses états », des jeux de rôle (reconstitution d'un procès entre le gouvernement sud-africain et les laboratoires pharmaceutiques) et des exercices pratiques (concevoir une campagne d'éducation au développement).

Les résultats atteints par Enda Europe au terme du projet sont :

- 363 jeunes sensibilisés à la solidarité internationale
- 28 jeunes mobilisés à l'issue du projet :
 - 2 jeunes ont fait une animation « Droit à la santé » dans leur faculté de médecine
 - 26 jeunes ont fait une conférence dans l'amphithéâtre de leur lycée devant 3 classes soit 70 jeunes
- 8 établissements + 1 réseau d'associations étudiantes associés
- 19 interventions réalisées par Enda Europe en France :
 - 6 auprès des 18/25 ans
 - 9 auprès des 15/18 ans
 - 1 auprès des 11/15 ans
 - 3 auprès des 6/11 ans

Plusieurs enseignants notamment du lycée Mangin (Sarrebouurg) et du lycée Galilée (Gennevilliers) ont beaucoup apprécié et ont souhaité continuer à bénéficier d'animations sur la base des manuels Euro Chantiers. Enda Europe s'est engagée sur des animations en 2011 notamment sur le thème de l'eau, de l'assainissement, et des migrations internationales.

En outre, de nouveaux enseignants se sont manifestés notamment de la région parisienne et ont également sollicité des animations d'Enda Europe.

Des claviers pour tous ? Pas à n'importe quel prix ! Vers une solidarité numérique responsable

En 2010, ce projet co-financé par la Commission Européenne a poursuivi son objectif de sensibiliser le public européen à la fracture numérique et à ses enjeux environnementaux, sanitaires et sociaux, avec l'arrivée de 2 nouveaux partenaires: CF2D, une structure d'économie sociale et solidaire implantée en Belgique et le Club des Petits Débrouillards-Belgique, spécialisée sur la sensibilisation des jeunes aux sciences et aux nouvelles technologies.

- L'exposition itinérante, très sollicitée en 2009 a continué à être présentée en France (salon de l'éducation populaire en partenariat avec le Conseil Général de la Seine Saint Denis le 10 avril 2010; salon des solidarités du 4 au 6 juin 2010 à Porte de Versailles, Forum Mondial du Développement Durable en partenariat avec le Conseil Général de l'Essonne du 24 au 26 juin 2010). Celle-ci a ensuite poursuivi son itinérance en allant en Belgique, où

nos partenaires le Club des Petits Débrouillards l'ont présenté à Bruxelles et la région bruxelloise et à Charleroi. Depuis sa présentation, l'exposition a permis de sensibiliser environ 10 000 personnes en France, en Allemagne, et en Belgique.

- Les numéros 2 et 3 de la lettre d'information solidarité numérique responsable ont été diffusés en juin et octobre 2010.

- Une table ronde a été organisée le 24 novembre 2010 en partenariat avec notre partenaire CF2D, la Commune de Forest et SAW-B pour analyser la faisabilité, les conditions juridiques, institutionnelles et pratiques de développement d'initiatives économiques respectueuses des populations du Sud et de l'environnement et soutenir la création d'une vraie filière de réutilisation, qui offre des produits et des services de qualité, basée sur les valeurs de l'économie sociale. La table ronde a réuni près de 100 personnes.

- Un guide destiné aux porteurs de projets de réemploi informatique Nord-Sud a été publié le 24 novembre 2010 et a été présenté lors de la table ronde à Bruxelles. Celui-ci dresse un panorama des enjeux sociaux, environnementaux et économiques, ainsi que des contraintes réglementaires, législatives et pratiques autour du réemploi de matériel informatique et de son envoi vers des pays du Sud. Fondé sur l'expérience de CF2M avec ses partenaires africains, le guide pratique propose des repères méthodologiques, des conseils techniques et des pistes de réflexion.

- Une bande dessinée pédagogique a été publiée afin de sensibiliser le jeune public (collèges - lycées) aux effets des dons irréflechis de matériel informatique vers les pays du Sud. La bande dessinée a été relayée sur différents centres de ressources d'EAD (RITIMO et Via Le Monde notamment). La bande-dessinée sera diffusée aussi pendant le Forum Social Mondial de Dakar en février 2011, et pendant le Printemps des Sciences en mars 2011 à Bruxelles.

- Une conférence a été donnée lors de l'université d'été du Crid le 8 juillet 2010, sur «*le double enjeu du numérique : éducatif et écologique*», ayant réuni une trentaine de participants.

- Une conférence a été donnée à l'Institut des Télécoms (Evry) auprès des élèves de Master le 19 novembre 2010 sur les enjeux d'une poubelle numérique croissante dans les pays du Sud. Ceux-ci, au nombre de 45 au total ont fort apprécié l'intervention, découvrant une nouvelle thématique émergente, et une approche solidarité numérique/déchets numériques originale et proche de leurs préoccupations. L'institut aimerait renouveler l'expérience en 2011.



L'exposition itinérante au Centre d'animation culturelle à Paris

Eunomad (European Network on Migration and Development)

Depuis 2009, Enda Europe participe au réseau européen Eunomad, financé par la Commission Européenne. Rassemblant 11 ONG de Solidarité Internationale de 9 pays européens, Eunomad a pour objectif de contribuer à une meilleure visibilité des actions de co-développement associant des organisations de migrants, des ONG de solidarité internationale, des organismes de coopération bilatérale et multilatérale auprès des décideurs des pays européens et auprès de l'Union Européenne.

En effet, le lien entre migration et développement occupe une place croissante dans les agendas nationaux, internationaux et européens (conférences régionales et internationales consacrées à cette question, accords de gestion concertés entre les gouvernements des pays d'origine et d'accueil...) mais s'appuient très peu sur les pratiques portées par les diasporas et leurs partenaires et les nouveaux modes de coopération Nord-sud, Sud-Sud dont celles-ci peuvent être porteuses.

Il s'agit donc, à travers la capitalisation des pratiques en Europe, des ateliers d'échanges, la production et la diffusion de rapports nationaux, d'occuper l'espace laissé jusque là vaquant par la société civile et d'influencer les politiques publiques nationales et européennes en faveur des initiatives portées par les diasporas.

Formations et prestations réalisées par Enda Europe

Sur les e-déchets

Enda Europe a donné une conférence auprès des élèves de Master de l'Institut des Télécoms (Evry) le 19 novembre 2010 sur les enjeux d'une poubelle numérique croissante dans les pays du Sud. Ceux-ci, au nombre de 45 au total ont apprécié l'intervention, découvrant une thématique émergente, et une approche solidarité numérique/déchets numériques originale et proche de leurs préoccupations. L'institut aimerait renouveler l'expérience en 2011.

Sur le développement durable et la gestion de projets (conception, recherche de financements)

Enda Europe a conçu des modules de formation d'une demie-journée à deux jours sur les fondamentaux du développement durable, les bonnes pratiques dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets, ainsi que sur le montage de projets (cadre logique, budget) et la recherche de financements institutionnels et privés.

Ces formations ont été dispensées pour la 2^{ème} année consécutive à des responsables travaillant dans des ministères ou autres organismes publics d'Afrique francophone, pour le compte de l'Institut Forhom, pour la 4^{ème} année consécutive à des étudiants en Master 2 spécialisés dans la coopération entre l'Union Européenne et les pays en développement à l'Université de Strasbourg, et pour la première fois à des responsables travaillant dans des ministères ou autres organismes publics d'Afrique francophone, pour le compte de l'association SoliCités.

Sur le genre

Pour le compte du F3E, Enda Europe a élaboré en 2010 un guide de l'introduction de la perspective de genre dans les projets d'éducation au développement à réaliser en Europe. Ce guide faisait suite à des formations réalisées en 2009, avec l'AFED et une consultante indépendante. Il est en ligne et édité sur papier. Il a été la base de nouveaux partenariats qui se sont concrétisés au sein du FSP genre, par exemple avec AVSF (Agronomes et vétérinaires sans frontières).

Par ailleurs, Enda Europe a réalisé une étude pour le compte de l'association L'Escale sur la mise en place d'un réseau des acteurs intervenant sur les violences faites aux femmes en Ile de France.

Interventions d'Enda Europe lors d'événements

Dans le cadre des Assises Nationales des déchets les 16 et 17 septembre 2010, organisées à Paris (France) par l'ORDIF (Observatoire Régional des Déchets en Ile de France) et le réseau IDEAL Connaissances, Enda Europe a présenté son expérience d'analyse de l'imbrication des filières formelles et informelles de récupération/recyclage/réemploi des déchets ménagers solides -non organiques- en Colombie ainsi que de défense de la participation des récupérateurs et recycleurs populaires dans la gestion publique des déchets en Colombie et à Madagascar.

A l'occasion de la Journée de l'eau organisée par le Département du Val de Marne (France) le 13 avril 2010, Enda Europe a présenté les expériences de formation et construction participative de technologies socialement appropriées pour la potabilisation de l'eau dans des jardins d'enfants communautaires à Bogota, Colombie. Elle a mis en évidence le sur-travail des femmes dans la gestion des défaillances des services publics (pénuries ou bases qualité), leur implication dans des solutions adaptées, et la formation sociale et citoyenne des actrices et des enfants concernés, qui aujourd'hui s'exprime dans le référendum pour la gestion sociale et écologique des ressources en eau potable du pays.

Enda a participé aux actions de la Marche Mondiale des Femmes 2010 en France, en informant et mobilisant des femmes migrantes impliquées dans des associations de quartiers notamment à Montreuil et des femmes militantes d'organisations de ressortissants de la diaspora sénégalaise.

Enda a participé à une soirée présentant les activités de l'association Courants de femmes constituées par des jeunes femmes ayant rencontré des organisations de femmes africaines et ayant créé un site pour les faire connaître (www.courantsdefemmes.org). Un lien avec les activités des femmes migrantes notamment de la diaspora sénégalaise s'est ainsi institué.

Enda Europe a participé à deux événements sur l'éducation au développement et à la solidarité internationale, lors desquels les prototypes de manuels pédagogiques développés dans le cadre du programme Euro Chantiers et l'exposition solidarité numérique responsable ont été présentés :

- Le Salon des Solidarités, du 4 juin au 6 juin 2010, à Paris. <http://www.salondessolidarites.org/>
- Le Salon de l'éducation populaire du département de la Seine St Denis le 10 avril à St Denis. Enda y a tenu un stand sur l'espace ressource avec les structures françaises d'éducation au développement Via le Monde, l'Afev, Ritimo et Folies d'Encre. <http://www.educationpopulaire93.fr>

Enfin, Enda Europe a appuyé Enda Pronat dans l'organisation et la mobilisation des intervenants et du public pour la journée du 20 janvier 2010 à Paris « 30 ans d'actions d'Enda Pronat pour une agriculture saine et durable au Sénégal : bilan et perspectives ».

Participation d'Enda Europe à des réseaux

En 2010, Enda Europe a poursuivi sa participation dans les réseaux suivants :



Coordination SUD : participation à la Commission Genre, et suivi des travaux de la commission financements européens du réseau des ONG européennes CONCORD. Enda Europe participe régulièrement aux travaux de la commission genre de Coordination Sud, qui organise le plaidoyer en France et en Europe sur la prise en compte du genre dans les politiques de coopération. En Décembre 2010 les travaux du consortium Tchiwara dans le cadre du FSP genre ont été présentés à la conférence "*Nous avons osé le genre*" qui a réuni 80 personnes le 6 décembre 2010 à Paris (France), dont des associations et des représentant-es du MAEE et de l'AFD.

En outre, dans le cadre d'un débat sur les OMD organisé par le Ministère français des Affaires Etrangères et l'Agence Française de Développement, Enda Europe a participé à l'élaboration d'un document de la commission genre de Coordination Sud pour demander que l'objectif 3 soit mieux renseigné et que l'AFD prenne en compte avec des moyens concrets la transversalité de la prise en compte du genre dans tous les projets de développement.



Centre de Recherche et d'Information sur le Développement : participation au groupe de travail sur les migrations.

Par ailleurs, Enda Europe a participé à l'organisation de deux modules de formation de l'Université d'été du CRID du 7 au 10 juillet 2010¹: le module genre « *Femmes - hommes : changer la donne ?* » en organisant une session sur les questions économiques avec Peuples Solidaires, le Crid et l'AFED en invitant Vamos Mujer de Colombie et Enda Graf du Sénégal, pour environ 70 personnes. Un module sur les migrations « *Les migrations : une ressource durable pour le développement des territoires* » a été organisé conjointement avec le Groupe de recherches et de réalisations pour le développement rural (GRDR), Immigration Développement Démocratie (IDD), Touiza Solidarité, Service international d'Appui au Développement (SIAD), la plateforme française d'Eunomad, et le Centre de Ressource Essonnien de la Solidarité Internationale du Conseil Général, avec la participation d'Enda Diapol. Enda Europe a également co-organisé un atelier-débat « *Le double enjeu du numérique : éducatif et écologique* » avec l'Association française des Petits débrouillards, Ars Industrialis, Sud PTT, Netoyens, et les Petits Débrouillards Groupe 38.

Enfin, dans le cadre de la préparation du Forum Social Mondial, Enda Europe a préparé un atelier sur souveraineté alimentaire et équité de genre avec ses partenaires du programme FSP genre, en associant également Enda Graf, Enda Energie et Enda Mali. Enda Europe a suivi les ateliers et manifestations contre l'accaparement des terres en Afrique et a contribué à une mise en réseau avec les ONG françaises impliquées dans cette lutte et notamment celles membres du CRID. Enda Europe s'est impliquée dans deux autres axes: les migrations avec Eunomad, Des Ponts pas des Murs ; et la question des déchets numériques, en lien avec Enda Ecopole, Enda Graf ainsi que les associations belges CF2M et le Club des Petits Débrouillards-Belgique.



Réseau sur les migrations internationales Des Ponts pas Des Murs : veille, et participation à la coordination de la participation des membres du réseau au Forum Social Mondial.

¹ Les Actes peuvent être consultés sur le lien suivant : <http://www.universite-si.org/IMG/pdf/Actes-UnivEteSI-2010-2.pdf>



La Coalition des ONG françaises de l'eau et de l'assainissement : suivi des travaux du pôle « dynamiques africaines » qui étudie les collectifs d'organisations africaines visant à interpeller les décideurs et à concrétiser les objectifs du millénaire sur l'eau et l'assainissement.



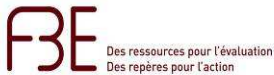
Groupe de Travail sur la Désertification : participation aux rapports et études sur l'implication de la société civile française dans le suivi de la concrétisation des engagements internationaux sur la lutte contre la désertification.



Solving the E-waste Problem : suivi des travaux des membres du réseau. Collaboration renforcée avec l'un des membres de STEP, le bureau d'études suisse EMPA, dans le cadre du programme de recherche IWWA.



Comité 21 - comité français pour l'environnement et le développement durable



Fonds pour la promotion des Études préalables, des Études transversales et Évaluations : Enda Europe est membre du F3E, à qui elle a confié deux évaluations en cours, l'une portant sur le programme Solidarité Numérique Responsable, l'autre sur le programme DIAPODE.

Publications d'Enda Europe en 2010

En 2010, Enda Europe a réalisé plusieurs publications dont la plupart dans le cadre de collectifs. Enda Europe a également réalisé des documentaires vidéo et a développé sa visibilité sur le site www.daily-motion.fr

Pour commander ces publications, adressez nous un mail : [contact\[at\]enda-europe.org](mailto:contact[at]enda-europe.org)

Publications réalisées dans le cadre du programme DIAPODE

- Enda Europe, Enda Diapol, 2010, *La diaspora sénégalaise : quelles actions de développement au Sénégal?*, 110 pages. (étude Nord et Sud)
- Enda Europe, Enda Vietnam, 2010, *La diaspora vietnamienne et le développement du Viet Nam : un potentiel méconnu*, 114 pages. (étude Nord et Sud)
- Enda Europe, Enda Dominicana, 2010, *La diaspora dominicaine : une mobilisation en devenir*, 99 pages. (étude Nord)
- Enda Europe, Enda Dominicana, 2010, *La diáspora dominicana: una movilizaci3n por hacerse*, 87 pages. (étude Sud)
- Enda Europe, Enda Océan Indien, 2010, *La diaspora malgache : forte volonté d'agir pour des actions localisées - Organisation et initiatives des associations en France*, 75 pages. (étude Nord)
- Enda Europe, Enda Océan Indien, 2010, *Etat des lieux de la mobilisation de la diaspora malgache à Madagascar*, 57 pages. (étude Sud)
- Enda Europe, Enda Mali, 2010, *La diaspora malienne : une mobilisation ancienne, des dynamiques nouvelles*, 63 pages. (étude Nord et Sud)
- Enda Europe, Enda Maghreb, 2010, *La diaspora marocaine dans le développement du Maroc : des partenariats en plein essor - Mobilisation des compétences et coordination des acteurs*, 81 pages. (étude Nord ; étude Sud à paraître prochainement)

Publications réalisées dans le cadre du programme «Des claviers pour tous ? Pas à n'importe quel prix ! Vers une solidarité numérique responsable »

TOTTE Marc, GOFFINET Bernard, JACQUET Thibault (CF2D), DEVIGNES Fabricia, WITTMANN Annelaure (Enda Europe), 2010, *Le don de matériel, un cadeau empoisonné ? Guide pour élaborer des filières solidaires et durables de réutilisation du matériel informatique en partenariat avec des acteurs du Sud*, 36 pages.

Enda TM/Ecopole, Enda Europe, Les Petits Débrouillards, 2010, *De Paris à Dakar, des claviers et des souris pour tous*, 39 pages.

DE SUREMAIN Marie-Dominique (Enda Europe), Association Femmes et Développement (AFED), F3E, 2010, *Education au développement et à la citoyenneté : comment intégrer le genre dans ses actions ?*, 52 pages.

Autres publications

ABDOUL Mohammadou (Enda TM), WITTMANN Annelaure (Enda Europe), 2010, *Capitalisation des expériences du projet « Diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concertée et durable des ressources naturelles en Casamance »*, 41 pages.

DE SUREMAIN Marie-Dominique (Enda Europe), Association Femmes et Développement (AFED), F3E, 2010, *Education au développement et à la citoyenneté : comment intégrer le genre dans ses actions ?*, 52 pages.

Participation à la conception et à la mobilisation des rédacteurs et témoignages dans le cadre du numéro spécial Sénégal de la revue Altermondes pour annoncer le Forum Social Mondial de février 2011.

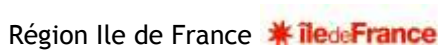
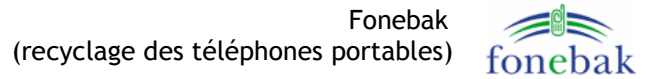
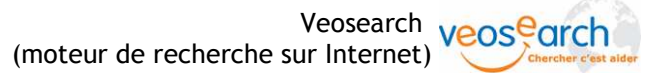
Enda Europe, Enda Ecopole et Enda Graf Sahel, 2009, Exposition pédagogique sur la solidarité numérique responsable.

III - Perspectives 2011

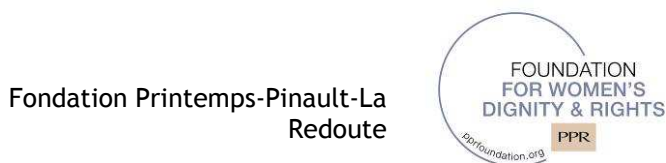
L'évaluation prospective menée fin 2010 par l'équipe salariée et bénévole d'Enda Europe, avec l'appui d'un consultant externe, a permis de dégager des objectifs de changement social et 4 priorités opérationnelles pour 2011 :

- Appui à l'intégration du genre dans les activités d'une entité majeure d'Enda, à savoir Enda Océan Indien, qui a depuis 2 ans démarré une activité spécifique sur la violence conjugale mais qui souhaite également intégrer de manière durable et pertinente la perspective de genre dans l'ensemble de ses interventions sur le développement urbain et social.
- Poursuite de l'axe migrations, diversité et co-développement, et notamment de l'appui aux associations de migrant-e-s. L'appui aux associations de femmes migrantes basées en Ile de France sera renforcé, ainsi que la participation au réseau Eu-Nomad. Par ailleurs, un programme de recherche-action va être lancé en 2011 avec l'appui du fonds CEDEAO-Coopération Espagnole sur l'analyse des pratiques des migrants au Sénégal et notamment dans les zones frontalières.
- Développement de l'axe travailleurs informels de l'environnement urbain, et notamment les recycleurs populaires, dans le cadre du lancement d'un nouveau programme «*pour la protection et l'inclusion sociales de récupérateurs et de recycleurs populaires de déchets dans les villes du Sud*» cofinancé par la Commission Européenne avec Enda Ethiopie, Enda Vietnam, Enda Océan Indien, Enda Colombie. Le programme débutera en janvier 2011, avec les objectifs suivants: 1) Améliorer les conditions de travail des récupérateurs et recycleurs populaires de déchets, réduire les facteurs de risque sur la santé, 2) Améliorer l'accès à la sécurité sociale et autres services à l'échelle locale, 3) Insérer ou stabiliser des organisations de recycleurs et récupérateurs au niveau de systèmes intégrés de gestion des déchets. Par ailleurs, Enda Europe poursuivra ses activités avec la Fondation France Liberté et le réseau international en construction « Déchets et Citoyenneté ».
- Développement qualitatif et quantitatif des activités de formation à l'approche et aux pratiques de développement, ainsi que d'éducation au développement et à la solidarité internationale par Enda Europe auprès de divers publics : praticiens du développement, décideurs, universitaires, scolaires.

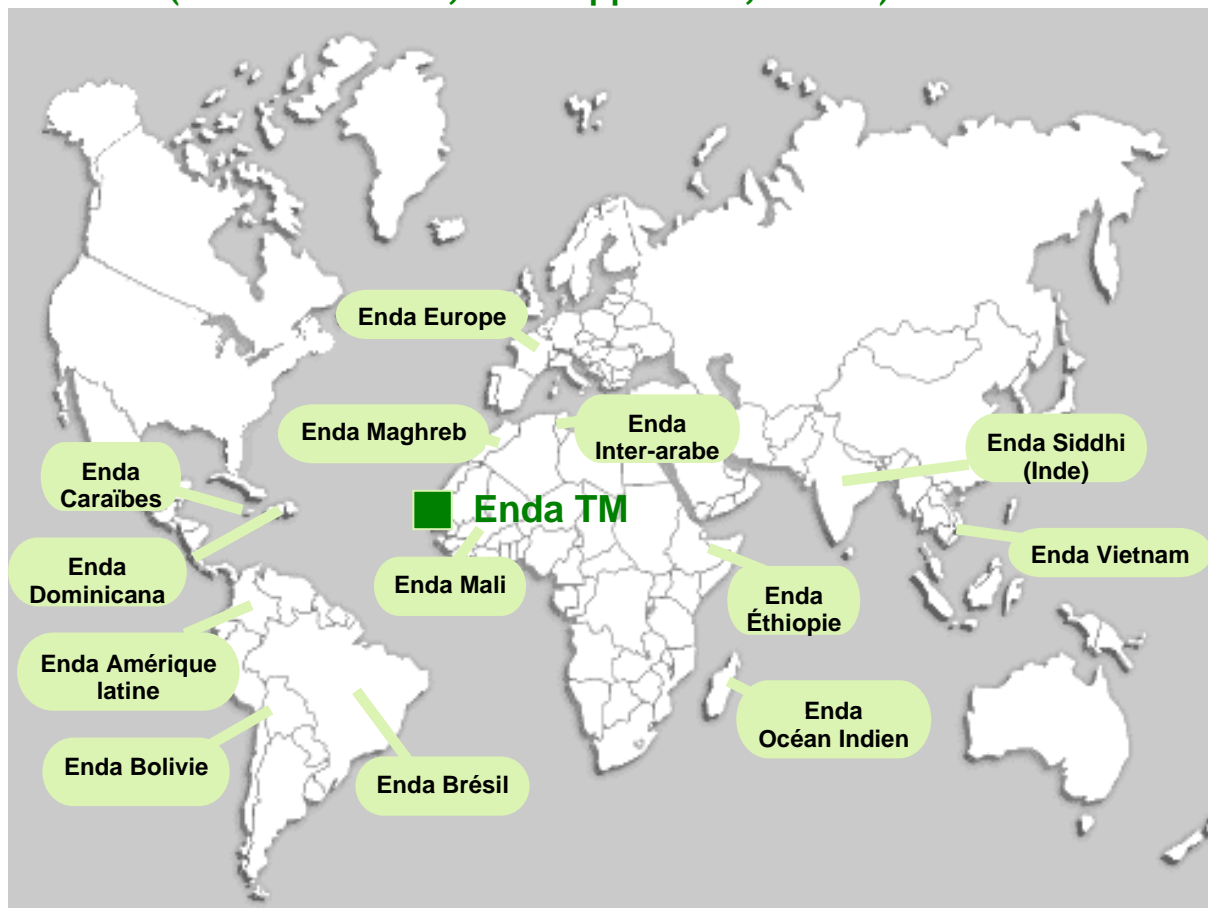
Remerciements à nos partenaires financiers



Comité de jumelage Yzeure - Kafountine



Enda (environnement, développement, action) dans le monde



L'une des missions principales de l'ONG internationale Enda Tiers Monde est la lutte contre la pauvreté. Elle s'investit avec les groupes de base, à partir de leurs expériences et en fonction de leurs objectifs, dans la recherche et la mise en œuvre d'un développement alternatif. Elle s'implique également dans les débats internationaux pour faire entendre et admettre les positions des plus défavorisés.



e n d a

Contacter le Secrétariat Exécutif d'Enda Tiers Monde :

Complexe Sicap Point E, Bâtiment B, Avenue Cheikh Anta Diop
BP 3370 Dakar, Sénégal
Tél : +221 33 869 99 48, Mail : se@enda.sn

www.enda.sn

Pour contacter Enda Europe :

5, rue des immeubles industriels, 75011 Paris - France
Tél : +33 1 44 93 87 40, Mail : contact@enda-europe.org

www.enda-europe.org